

"Le démontage s'accélère" dans L'Humanité (15 février 1991)

Légende: Le 15 février 1991, le quotidien communiste français L'Humanité, commente les efforts de la Pologne, de la Tchécoslovaquie et de la Hongrie afin d'accélérer la liquidation du traité de Varsovie, préalable au développement d'une coopération régionale tripartite.

Source: L'Humanité. Organe Central du Parti Communiste Français. 15.02.1991. Paris. http://www.humanite.fr/1991-02-15_Articles_-LE-DEMONTAGE-S-ACCELERER. "Le démontage s'accélère", url:http://www.humanite.fr/1991-02-15_Articles_-LE-DEMONTAGE-S-ACCELERER.

Copyright: (c) L'Humanité

URL: http://www.cvce.eu/obj/le_demontage_s_accelere_dans_l_humanite_15_fevrier_1991-fr-faf9f15e-485f-4c9f-8f97-6a422606a6f5.html

Date de dernière mise à jour: 02/07/2015

Le démontage s'accélère

Les numéros un polonais, tchécoslovaque et hongrois, Lech Walesa, Vaclav Havel et Jozsef Antall, doivent se réunir ce vendredi à Visegrád (nord de Budapest), afin d'accélérer la liquidation du traité de Varsovie et jeter les bases d'une coopération régionale tripartite.

La proposition de Mikhaïl Gorbatchev d'avancer au 1er avril prochain - au lieu du 1er juillet - la date de la liquidation de la structure militaire du traité a été accueillie avec satisfaction à Budapest, Prague et Varsovie, trois capitales dirigées par des gouvernements de droite. Les trois pays sont désireux de participer au processus d'intégration européenne, de se rapprocher de l'OTAN, seul bloc militaire existant désormais sur le vieux continent. Le document qui doit être signé à Visegrád portera d'ailleurs le titre d'accord de coopération «sur la voie de l'intégration européenne». La Hongrie a ouvert la voie en devenant, fin 1990, membre du Conseil de l'Europe, où la Tchécoslovaque entrera le 21 février et la Pologne après la tenue prochaine des élections législatives. Tous trois souhaitent devenir rapidement membres associés de la CEE.

Mercredi à Bruxelles, où il était l'hôte de l'assemblée parlementaire de l'Atlantique-Nord, le général soviétique Vladimir Lobov, chef d'état-major du traité de Varsovie, a confirmé que les structures militaires de l'organisation seraient dissoutes d'ici avril. Il a émis l'espoir que dans l'avenir les Occidentaux suivraient l'exemple des pays de l'Est et démantèleraient l'OTAN. Ce qui n'est guère dans les intentions des gouvernements, ni à Washington, Londres ou Paris. «*Je regrette, a expliqué le général soviétique, que les dirigeants de l'OTAN n'aient pas manifesté la sagesse et le sens politique dont ont fait preuve les dirigeants du traité de Varsovie*». «*Demandez à Galvin et à Wörner quand ils vont démanteler leur organisation*», a-t-il lancé aux parlementaires occidentaux.

Au cours de son allocution, que l'on peut qualifier de discours d'adieu, le général Lobov a rejeté les accusations selon lesquelles l'alliance militaire des pays socialistes, fondée en 1955, soit plusieurs années après l'OTAN, avait été la cause de l'antagonisme Est-Ouest. L'objectif du traité de Varsovie consistait au contraire, a-t-il dit, à «*faire en sorte qu'il n'y ait pas de guerre*», un rôle assumé tout au long de son histoire en dépit, a précisé Vladimir Lobov, de «*certaines erreurs*».

La première étape de démontage du traité, qui n'existe pratiquement plus dans les faits, concernera sa structure militaire. Quant à ses instances politiques, elles demeureront en l'état «*tant que les membres le jugeront nécessaire*». En fait la seconde étape devrait suivre la première sans tarder.

Les différends, en effet, ne manquent pas entre Moscou et certains de ses partenaires en rupture d'alliance. Avec Varsovie notamment qui menace de bloquer le transit des soldats soviétiques rapatriés d'Allemagne orientale si l'URSS n'accélère pas le retrait de ses troupes stationnées en Pologne. Les autorités soviétiques ont annoncé que le départ des 50.000 soldats s'échelonnaient jusqu'en 1994 alors que le gouvernement polonais réclame que les opérations d'évacuation soient achevées d'ici la fin de cette année. Selon Moscou, le maintien provisoire de certaines de ses unités est nécessaire pour assurer la logistique du transit des quelque 380.000 hommes (900.000 personnes avec leurs familles) qui sont encore basés dans l'ex-RDA. D'autre part, le retrait rapide de toutes les unités poserait des problèmes sociaux en URSS, où sévit une pénurie de logements. Déjà, tous les militaires soviétiques vivant en Hongrie et en Tchécoslovaquie auront regagné leur pays avant le 30 juin prochain.